

## Commission Développement Durable

**Question:** *Metropolis* ou la ville de demain : urbanisation, vers le déclin ou la durabilité ?

### TEXTE DE POLITIQUE GENERALE

## Malaisie

La Malaisie est consciente du caractère durable du développement qu'il lui reste à acquérir. Monarchie constitutionnelle divisée en deux parties par la mer de Chine méridionale, elle connaît en effet une croissance économique soutenue depuis le début des années 1970. Avec la Thaïlande, l'Indonésie, le Viêt Nam et les Philippines, elle fait aujourd'hui partie des « Nouveaux Pays Exportateurs », les Tigres asiatiques. Le développement a non seulement permis l'augmentation rapide du nombre de villes en Malaisie mais a également abouti à l'expansion de la taille des agglomérations principales, lui lançant de nombreux défis.

Bien que les politiques malaisiennes d'encadrement de l'urbanisation soient anciennes, la Malaisie reconnaît souffrir d'une dichotomie entre la volonté politique et la mise en application sur le terrain. La Malaisie est un État fédéral composé de treize États et de trois districts fédéraux qui se répartissent entre la partie péninsulaire et le nord de l'île de Bornéo, constituant la partie insulaire. Du fait de cette séparation géographique, le développement du pays est inégal, son gouvernement fédéral siégeant dans la partie péninsulaire.

La Malaisie reconnaît être désormais suffisamment développée pour pouvoir s'engager de manière ambitieuse vers le développement durable. Depuis son indépendance en 1957, elle a soutenu une forte croissance économique (taux de croissance du PIB à 5% depuis 2010), devenant l'un des pays émergents les plus urbanisés : la population urbaine en Malaisie est en 2015 estimée à 74,7 % de la population totale du pays, en forte progression comparativement aux 26,8 % de 1980. Le nombre de villes a également augmenté durant la même période, passant de 72 à 228.

La Malaisie souligne l'engagement précoce de son gouvernement en faveur d'une redistribution spatiale favorisant les migrations, dans l'objectif de restructurer la société pour un développement équilibré du pays. La plupart de ces changements ont été réalisés sous l'impulsion de la *New Economic Policy* (NEP) lancée en 1970. Ce programme national de réformes, qui regroupe des mesures économiques, sociales, et administratives, consiste à équilibrer la participation économique des différentes communautés ethniques du pays pour un développement égalitaire, plus spécifiquement en accordant plus d'importance aux ethnies autochtones malaisiennes, les Bumiputera, par des incitatifs, notamment éducatifs et financiers. En effet, la péninsule malaisienne est historiquement plus développée que sa partie insulaire par la migration chinoise utilisée par les Britanniques pour la construction d'infrastructures portuaires le long du détroit de Malacca durant le 19e siècle.

Avec ces politiques gouvernementales, la Malaisie a connu une urbanisation rapide grâce au passage d'une économie basée sur l'agriculture à une économie fondée sur l'industrie. Afin d'expliquer le degré croissant d'urbanisation et mieux le maîtriser, la Malaisie est consciente des trois composantes qui mesurent la croissance urbaine :

- La croissance naturelle de la population. La Malaisie comptait 13,8 millions d'habitants en 1980, contre 30,5 millions aujourd'hui.
- Le reclassement de zones rurales limitrophes des aires urbaines. La définition d'une agglomération à travers les différents recensements a beaucoup évolué en Malaisie : le seuil était de 1000 habitants minimum pour une ville en 1970, contre un seuil de 10 000 habitants à partir de 1980, soit 10 fois plus.
- La migration rurale vers les agglomérations. L'exode rural est dû aux motivations économiques, les revenus en ville étant supérieurs à ceux des campagnes. Toutefois, pour la Malaisie, les motivations de migration ont d'abord été données par les incitatifs financiers du gouvernement, garantissant des revenus plus élevés en ville par le développement des industries, concentrées dans les centres urbains.

La Malaisie est fière d'avoir évité une urbanisation concentrée sur une seule ville et permis au contraire le développement des villes sur tout son territoire. Même si la capitale, Kuala Lumpur, jouit de certains privilèges grâce à son développement urbain moderne, à l'image des Petronas Towers symboles de la réussite de l'économie malaisienne, il est une spécificité qui distingue la Malaisie de ses voisins : le développement urbain initié par la NEP a été commun à tous les États du pays, et le concept de mégapole dominante qui domine en Thaïlande et en Indonésie notamment, avec les mégapoles de Bangkok et Jakarta, n'a pas lieu en Malaisie.

La Malaisie souhaite rappeler le rôle de matrice que joue le processus d'urbanisation dans les changements majeurs de la structure économique d'un pays. D'une économie agricole, la Malaisie est passée à une économie industrielle. Maintenant stabilisée, l'économie continue de se développer et le secteur des services prend une place plus importante dans le PIB national malaisien. La mondialisation entraîne notamment la concentration des services dans les villes. Kuala Lumpur est ainsi devenue un important centre financier avec de nombreuses entreprises de télécommunication implantées, tandis que Cyberjaya évolue vers le modèle d'une véritable Silicon Valley asiatique.

Dans la transition des villes vers plus de durabilité, la Malaisie souhaite transformer les environnements urbains actuels tout en créant des villes nouvelles, directement adaptées aux besoins écologiques nouveaux. Elle propose notamment de prendre exemple sur Iskandar, une mégapole qu'elle a construit selon des normes écologiques et libre de la pollution qui afflige tant de villes asiatiques. L'énergie proviendra de sources renouvelables, les transports seront publics et les déchets recyclés. Elle abritera 3 millions d'habitants en 2025, preuve que forte population et écologie ne sont pas incompatibles. Surtout, la Malaisie a démontré que l'argent n'était pas toujours un frein à la transition énergétique. Dans la construction d'Iskandar, elle a su attirer des investissements privés étrangers pour près de un tiers du coût total.